

b) Localisation des ouvrages : Au besoin, ajoutez des lignes sur une page vierge annexée. Un exemple est détaillé dans la notice.

Désignation des éléments tels qu'identifiés sur votre plan cadastral joint <i>(Rajoutez le n° de l'élément)</i>	Quantité projetée (ml ou m²)	Nom de la (ou des) commune(s) de situation du projet <i>(Un même élément peut concerner plusieurs parcelles)</i>	Liste des parcelles cadastrales concernées		
			Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale
<i>Ex : Tronçon Route forestière N°1</i>	<i>Ex : 100ml</i>	<i>Ex : LA FEUILLIE (76)</i>	D01	787	
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _
			_ _ _	_ _ _	_ _ _

c) Garantie de gestion durable :

La (ou les) propriété(s) forestière(s) desservie(s) par le projet bénéficie(nt) d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier plan simple de gestion

règlement type de gestion adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles

Le (ou les) document(s) de gestion durable prévoit(en)-il(s) la (ou les) opération(s) de desserte envisagée(s) ?

Oui Non

d) Volume de bois qui pourra être récolté dans les 10 ans qui bénéficiera des investissements réalisés :

Estimation du volume mobilisé en 10 ans : _____ m³

e) Calendrier prévisionnel du projet

Date prévisionnelle de début de projet : |_|_|_|/|_|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€ HT)
	_ _ _ , _ _ _ , _ _ _
	_ _ _ , _ _ _ , _ _ _
	_ _ _ , _ _ _ , _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ , _ _ _ , _ _ _

Date prévisionnelle de fin de projet : |_|_|_|/|_|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année).

5. PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS D'ENTREPRISES

a) Dépenses matérielles : (Ajoutez un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin sur papier libre)

Désignation des éléments tels qu'identifiés sur votre plan cadastral joint <small>(Même numérotation que précédemment)</small>	Catégories de dépenses*	Prix unitaire ** € HT	Quantité	Montant prévisionnel € HT	Nom du fournisseur à l'origine du devis choisi	Devis joint <small>(Cochez si oui)</small>
<i>Ex : Tronçon Route forestière N°1</i>	<i>Terrassement</i>	_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
		_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
		_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
		_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
		_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>
		_ _ _ , _ _	X _ _ _ _ _	= _ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _		<input type="checkbox"/>

* Une catégorie de dépenses se rattache obligatoirement à une nature de dépenses. Ex : Terrassement pour une route forestière.

** Forfaitisez tout au prix unitaire.

Montant prévisionnel total des dépenses matérielles : (a) : |_|_|_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT

Montant prévisionnel total des dépenses immatérielles (correspondant à 15% du coût total HT des dépenses matérielles ou travaux (a) éligibles éventuellement plafonnés) : (b) : |_|_|_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT

Montant prévisionnel total des dépenses : (a+b) : |_|_|_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant prévisionnel en € HT
Etat	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
FEADER Programme de Développement Rural « Eure et Seine-Maritime »	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
FEADER Programme de Développement Rural « Orne, Calvados et Manche »	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
AUTRES : <i>Précisez</i>	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Emprunt	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autres contributeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
TOTAL général = coût total du projet	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

6. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides :

- de soutien à l'amélioration de la desserte forestière au titre du Programme de Développement Rural « Eure et Seine-Maritime »,
Ou
 de soutien à l'amélioration de la desserte forestière au titre du Programme de Développement Rural « Calvados, Manche et Orne ».

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur (cases à cocher) :

- que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier,
 avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces à la DDT/M, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
 être informé(s) et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDT/M,
 être à jour de mes (nos) cotisations sociales (si concerné),
 ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
 le cas échéant, avoir obtenu de la part des propriétaires du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées l'autorisation de réaliser ces aménagements,
 avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à projets et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à ce dispositif,
 avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente (uniquement en cas de financement par l'Etat) au-delà du délai de 8 mois à compter de la date de réception de mon dossier,
 ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200 000 euros, au titre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
 l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer la DDT/M de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet et à maintenir l'état fonctionnel des ouvrages pendant cinq ans à compter de la date du paiement final, conformément à l'article 71 du Règlement (UE) 1303/2013,
- transmettre sans délai à la DDT/M la déclaration de début des travaux,
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- respecter les obligations en matière de d'information et de publicité, conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014, modifié par le règlement d'exécution (UE) n°2016/669, en cas de bénéfice des aides FEADER, et conformément à la notice (page 3) en annexe du présent appel à projets concernant la publicité d'une aide de la Région,
- réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies dans l'appel à projets, et la décision attributive d'aide,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années,
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- que si je ne suis (nous ne sommes) pas à jour de mes (nos) cotisations au régime de protection sociale agricole, je ne pourrais (nous ne pourrions) pas bénéficier d'une aide du FEADER (personnes assujetties uniquement),
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que conformément au règlement européen n°1306/2013 du 17 décembre 2013, l'Etat publie sous forme électronique la liste des bénéficiaires ayant reçu une aide du FEADER. Dans ce cadre, mes prénoms et noms (sauf si les aides publiques sont inférieures à 1250€), ma raison sociale, la mesure FEADER concernée et le montant des aides perçues seront mis en ligne pendant deux ans sur le site internet de l'Etat TelePAC. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au Délégué à la protection des données personnelles du Conseil Régional de Normandie – Abbaye aux Dames – Place Reine Mathilde – CS 50523 – 14035 CAEN Cedex 1 – dpo@normandie.fr

Les destinataires des données sont la Région Normandie et l'Agence de Services et de Paiement. En outre :

j'autorise / n'autorise pas (rayer la mention inutile) à la Région à utiliser ces données à des fins d'enquête.

j'autorise / n'autorise pas (rayer la mention inutile) la Région à m'adresser des informations sur l'évolution de ses dispositifs et sur les événements sur le thème de l'agriculture ou des ressources marines organisés par la Région.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST UN ORGANISME DE REGROUPEMENT

Cochez les cases

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit du respect, pour chacun en ce qui les concerne, des points d'engagements ci-dessus,
- avoir informé le/les propriétaire(s) concernés qu'en cas de reversement des sommes versées pour manquement à leurs engagements, je pourrais (nous pourrions) me (nous) retourner contre eux.

7. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces obligatoires L'absence de justificatifs obligatoires entraîne la non-complétude de votre dossier et entraîne le rejet de votre demande.	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT/M	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété, daté et signé par le(les) porteur(s) de projet	TOUS	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité				
Acte constitutif : copie de la publication au JO <i>ou</i> récépissé de déclaration en préfecture	Association loi 1901, ASA et ASL	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité ou passeport en cours de validité du demandeur individuel <i>ou</i> du représentant légal <i>et/ou</i> du mandataire <i>et/ou</i> de tous les signataires de mandat en indivision	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Extrait k bis (de moins de six mois et à jour)	Toute société (SCI, GFR, GF, SA...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale (de moins d'un an et à jour)	TOUS	<input type="checkbox"/>		
Mandats / Conventions				
Convention ou accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-proprétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>). L'accord du nu-proprétaire est obligatoire.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Convention devant notaire et publiée	Indivision conventionnelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat de gestion et/ou paiement	Lorsque montage et suivi du dossier de subvention et/ou perception de la subvention sont confiés à un mandataire (par ex. cas d'indivision légale successorale, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire. <i>Une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée</i>	Tout demandeur recevant le paiement (concerne aussi la structure tiers recevant le paiement dans le cadre d'un mandat)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation signée du représentant légal ou délégation de signature	Lorsque le signataire de la demande n'est pas le représentant légal de la personne morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale compétent approuvant le projet	Association loi 1901, ASA et ASL / Personnes publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale (pouvoir du co-gérant le cas échéant)	Tout demandeur concerné (GF, GFR, SCI, SA...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait des statuts	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Tout demandeur concerné. Ex : Association loi 1901, ASA, ASL, SCI, OGEC, etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structures de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique (<i>Annexe 1</i>)	Demandeur soumis aux règles de la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement " <i>de minimis</i> " dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire (<i>Annexe 2 voire 2bis</i>)	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (<i>Annexe 3</i>)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité sociale URSSAF pour les activités en lien avec le projet faisant l'objet de la demande (pour les employeurs ou professionnels indépendants)	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité fiscale (pour les entreprises individuelles ou sociétés de personnes dont les revenus sont passibles de l'impôt sur le revenu) à obtenir soit via le formulaire n°3666-SD (disponible sur le site www.impots.gouv.fr) soit en s'adressant directement aux services des impôts compétents [service des impôts des entreprises pour la TVA ; service des impôts des particuliers pour l'IR]	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fiche d'information (<i>Annexe 4</i>)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté et signé		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastral daté et signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	TOUS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis d'entreprises à fournir obligatoirement, détaillés par catégories/natures de dépense et argumentaire si ce n'est pas le devis le moins cher qui est retenu		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS) et attestation du régime forestier pour les demandes concernées		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justification des autorisations réglementaires ou preuves de demandes d'autorisation (site classé,...) et accord du propriétaire de la voirie sur laquelle se raccorde le projet (au besoin)	Si concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces nécessaires à l'instruction L'absence de ces justificatifs complémentaires invalide le critère de sélection correspondant et en conséquence pénalise votre classement dans la sélection finale	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT/M	Sans objet
Justification de certification de gestion durable (PEFC, FSC)	Si concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(1) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

8. SIGNATURE(S) DU DEMANDEUR

Fait à _____

Le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom du représentant de la structure : _____

Qualité : _____

Cachet et signature(s) :

9. ANNEXES LIÉES A LA DEMANDE D'AIDE

Liste des annexes liées au formulaire de demande d'aide :

- ANNEXE 1 : FORMULAIRE DE CONFIRMATION DU RESPECT DES REGLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE
- ANNEXES 2 et 2 BIS : ATTESTATIONS DE SITUATION AU REGARD DE LA REGLEMENTATION DE *MINIMIS*
- ANNEXE 3 : Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables
- ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATION

Rappel : Certains **modèles-types** sont mis à disposition des porteurs de projet et des gestionnaires en complément des documents officiels de l'appel à projets et sont téléchargeables sur le site suivant : <https://www.europe-en-normandie.eu/>

- Devis-type (avec catégories de dépenses),
- Modèle de mandat pour les structures de regroupement des investissements,
- Modèle de mandat de gestion / paiement.

Cas particuliers :

- Marché à tranches conditionnelles : le commencement d'exécution correspondra à la date de décision d'affermissement de la tranche correspondant à l'opération FEADER.
- Marché à bons de commande : le commencement d'exécution correspondra à la date de la notification du premier bon de commande concernant l'opération FEADER.
- Accords-cadres et marchés subséquents : la date d'effet sera la date de notification du marché subséquent concerné.
- Marché de maîtrise d'œuvre : les marchés de maîtrise d'œuvre concernent la réalisation d'éléments de conception et d'assistance. Une partie des tâches de la maîtrise d'œuvre peut correspondre aux frais généraux prévus dans le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 complété par l'arrêté du 8 mars 2016 pris pour son application. Les marchés de maîtrise d'œuvre, tout comme l'ensemble des marchés passés pour des dépenses répondant à la définition de frais généraux (études de faisabilité, honoraires de consultants et d'architectes, etc.) ne constituent donc pas un commencement d'exécution pour l'opération FEADER.

Sanctions éventuelles

En cas de non-respect d'une ou plusieurs règles de passation des marchés publics pour la réalisation de l'opération subventionnée par le FEADER, une décision de déchéance totale de l'aide pourra être prise.

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE ET DE SON REPRESENTANT LEGAL

N° de SIRET :	<i>Obligatoire pour les personnes morales</i>
Votre statut juridique (<i>SA, SCI, établissement public, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres...</i>) :	
Votre raison sociale :	
Votre appellation commerciale (<i>le cas échéant</i>) :	
NOM – Prénom du représentant légal :	
Fonction du représentant légal (<i>maire, président...</i>) :	

IDENTIFICATION DE L'OPERATION FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE D'AIDE FEADER

Type d'opération :	Sous-mesures 04.03 des Programmes de Développement Rural FEADER 2014-2020 Calvados, Manche et Orne – Eure et Seine-Maritime	Intitulé de l'opération :	SOUTIEN A L'AMELIORATION DE LA DESSERTE FORESTIERE
--------------------	--	---------------------------	--

ENGAGEMENTS DU REPRESENTANT LEGAL

(*Veillez cocher les cases nécessaires*)

Je suis informé(e) que la date de commencement du marché public constitue un commencement d'exécution de l'opération FEADER et qu'à ce titre, **la date du commencement du marché public doit être postérieure à la date autorisée pour le commencement de l'opération FEADER**, telle que définie dans la notice explicative du dispositif d'aide dans le cadre duquel je dépose une demande d'aide. **A défaut, les dépenses antérieures à la date autorisée seront considérées comme inéligibles au titre du FEADER.**

Je certifie sur l'honneur (*cocher la case correspondant à la situation de votre structure*) :

- que la structure dont je suis le représentant légal n'est pas soumise aux règles de la commande publique pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une aide FEADER, et ce pour le motif suivant :
- que la valeur totale du besoin a été estimée en respectant la règle de computation des seuils.

Je m'engage à respecter les règles de passation des marchés publics pour l'opération identifiée ci-dessus pour laquelle j'ai demandé une aide FEADER. Ce(s) marché(s) sont décrits dans le(s) tableau(x) ci-dessous.

DESCRIPTION DES MARCHES PREVUS POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPERATION

(*Veillez cocher les cases nécessaires ; si l'opération fait l'objet de plus d'un marché, veuillez remplir plusieurs exemplaires de ce formulaire*)

Objet du marché n°1:	
Montant du besoin estimé :	
Procédure :	<input type="checkbox"/> Dispense <input type="checkbox"/> Adaptée <input type="checkbox"/> Formalisée
Type de marché :	<input type="checkbox"/> Travaux <input type="checkbox"/> Fournitures ou services
	<input type="checkbox"/> Accord-cadre <input type="checkbox"/> Marché à bons de commande <input type="checkbox"/> Marché à tranches conditionnelles <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :
Publicité :	<input type="checkbox"/> Publicité non obligatoire <input type="checkbox"/> BOAMP <input type="checkbox"/> Journal d'annonces Légales (JAL) <input type="checkbox"/> Profil acheteur <input type="checkbox"/> Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) <input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :
Observations :	

Certifié exact et sincère le :

NOM, Prénom, qualité
du représentant légal de la structure :

Signature du demandeur :

ANNEXE 2 BIS : Complément à l'annexe 2 à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, SIEG).

Si mon entreprise exerce des activités de production agricole primaire au titre desquelles elle a perçu des **aides de minimis "agricole"** (en application du règlement (UE) n°1408/2013 dit « règlements *de minimis agricole* ».), **j'atteste sur l'honneur:**

- **D) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu,** au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » agricole** (en application du règlement (UE) n° 1408/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole		Total (D) =	€
Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2, agricole (D)		[(A)+(B)+(C)]+(D) =	€

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Si il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général au titre duquel elle a perçu des **aides de minimis « SIEG »** (en application du règlement (UE) n°360/2012), **j'atteste sur l'honneur:**

- **E) avoir perçu, ou demandé mais pas encore reçu,** au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides « de minimis » SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012)

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides perçues ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (E) =	€
Total des montants des aides de minimis entreprise [(A)+(B)+(C)] en annexe 2 + aides de minimis agricole (D) + SIEG (E) en annexe 2bis		[(A)+(B)+(C)]+(D)+(E) =	€

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise, agricole et SIEG reçus et demandés mais pas encore reçus [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 500 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Fait à _____, le ____/____/____
Par NOM(s) / Prénom(s) et signature(s) du DEMANDEUR

NOTICE EXPLICATIVE POUR COMPLETER LES ANNEXES 2 ET 2 BIS

Non cumul des plafonds d'aides de minimis au delà du plafond le plus haut :

Les entreprises ayant bénéficié :

- d'aides *de minimis* agricole au titre de leurs activités de production agricole primaire (plafond de 20 000€),
- d'aides *de minimis* SIEG (services d'intérêt économique général, plafond de 500 000€),
- doivent remplir, en plus de l'annexe 2, l'**annexe 2 bis** du formulaire d'attestation. Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides *de minimis* entreprise, d'aides *de minimis* agricole ou SIEG :
- le plafond maximum d'aides est de 200 000€ en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis agricole,
- et le plafond maximum d'aides est de 500 000€ en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis agricole et de minimis SIEG.

Transferts des encours de minimis en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise Si votre entreprise :

- a repris une autre entreprise dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou
- a fait l'objet d'une scission en deux entreprises distinctes ou plus,

elle doit tenir compte des aides de minimis perçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s) dans le calcul de son plafond d'aides *de minimis*.

En cas de fusion ou acquisition (reprise totale) d'une entreprise, la totalité des aides *de minimis* agricole et *de minimis* entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides *de minimis* agricole et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 2 et 2bis, le numéro SIREN auquel elles ont été payées doit être indiqué.

Si la somme des aides *de minimis* entreprise, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides *de minimis* entreprise du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides *de minimis* de ce dernier, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement car ces aides ont été légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides *de minimis* entreprise tant que le plafond d'aides *de minimis* entreprise calculé sur trois exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 200 000€.

En cas de scission en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides *de minimis* entreprise et *de minimis* agricole perçues avant la scission entre les différentes entreprises résultant de la scission en ne retenant dans le plafond d'aide *de minimis* de chacune que la part des aides *de minimis* versées au titre des activités conservées par chacune. Si une telle allocation n'est pas possible, alors les aides *de minimis* sont réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

Notion « d'entreprise unique » :

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis entreprise peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000€ qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique », **vous disposez d'un seul plafond d'aides de minimis entreprise de 200 000€ commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique »**. Si votre entreprise relève de ce cas, **il faut absolument vérifier en complétant l'annexe 2 et 2 bis de votre demande d'aide de minimis, que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de minimis qui lui ont été versées et celles versées aux autres entreprises composant l'entreprise unique** au titre du règlement (UE) n°1407/2013. L'attestation sur l'honneur (en annexe 2 et 2 bis) prévoit donc que **pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique**.

Définition de « l'entreprise unique » : Une « **entreprise unique** » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Entreprises en difficulté

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides *de minimis* octroyées sous forme de prêts ou de garanties.

Autres précisions

Comment savoir si une aide est bien une aide de minimis entreprise ? La nature « *de minimis* » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence au règlement (UE) n°1407/2013 lorsqu'il s'agit d'une aide *de minimis* entreprise. En cas de doute l'entreprise peut appeler l'autorité publique instruisant l'aide.

Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide de minimis à titre personnel (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises, soit au prorata du revenu provenant de chaque entreprise.

ANNEXE 3 :

**Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations
légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

Nom – Prénom du demandeur :
Nom – Prénom du représentant légal :
Adresse :
CP- Ville :
N° SIRET :
N° fiscal :
Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à, le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé :

Cachet :

ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATION

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION / NE RIEN INSCRIRE

N° OSIRIS : _____

DATE DE RECEPTION : ____/____/____

NATURE DES TRAVAUX ENVISAGES SUR VOIRIE INTERNE

Création de route	Mise au gabarit d'une route
Longueur sur sol (ml) :	Longueur sur sol (ml) :
Largeur emprise (ml) :	Largeur emprise (ml) :
Largeur chaussée (ml) :	Largeur chaussée (ml) :
Pente moyenne (en %) :	Pente moyenne (en %) :
Pente maximale (en %) :	Pente maximale (en %) :
Longueur de l'empierrement (m) :	Longueur de l'empierrement (m) :
Largeur de l'empierrement (m) :	Largeur de l'empierrement (m) :
Epaisseur d'empierrement (m) :	Epaisseur d'empierrement (m) :
Création place de dépôt/retournement	Création de piste
Nombre :	Longueur (ml) :
Surface totale (m ²) :	Largeur (ml) :
Surface de l'empierrement (m ²) :	Pente moyenne (en %) :
	Pente maximale (en %) :

Observations sur la nature des travaux (notamment sur les autres équipements) et éléments de contexte :

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Précisez : contraintes particulières, résorption de points noirs, coupe sanitaire, dérogation, etc...)

STATUT DE LA VOIRIE

- 1 Privé
 2 Rural
 3 Communale

A localiser sur le plan de situation.

GESTION DURABLE

Autres éléments de prise en compte de la gestion durable en complément de la page 3 du présent formulaire :

Surfaces engagées au titre d'autres réglementations :

NATURA 2000 : OUI NON

DOCOB approuvé : OUI NON

Charte NATURA 2000 Date d'adhésion :

Contrat NATURA 2000 Date du contrat :

Forêt sous label de certification de gestion durable : OUI NON

INFORMATIONS ZONE D'ETUDE ET VOLUMES PREVISIONNELS MOBILISABLES SUR 10 ANS

Si besoin, veuillez ajouter une feuille supplémentaire. Idéalement, indiquez les équivalences avec les parcelles cadastrales et la numérotation prise dans le formulaire de demande d'aide.

Parcelle	Surface	Intervention/Opération prévue	Année	Volume total à	Prévu au
----------	---------	-------------------------------	-------	----------------	----------

Eaux

Périmètre de captage d'alimentation en eau potable

- Immédiat
- Rapproché
- Eloigné

SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Impact éventuel des travaux sur les eaux de surface :

Plan de prévention des risques

Nom :

Date de prescription :

Mesures prévues pour tenir compte des types de sensibilité :

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|
Par NOM(s) / Prénom(s) et signature(s) du DEMANDEUR

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|
Par NOM(s) / Prénom(s) et signature(s) et cachet du MAITRE D'ŒUVRE, si différent du bénéficiaire